ACCUEIL > SUISSE

Quelques bonnes feuilles de «Face à la malice des temps» de François Nordmann

Anecdotes cocasses et grands moments de diplomatie alternent dans les Mémoires de notre chroniqueur François Nordmann, qui bien sûr tire ses souvenirs. Début de la fin du secret bancaire, de l'affaire des fonds en déshérence, arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir en France… Extraits de son «Face à la malice des temps», qui donnent une bonne idée des sujets qui occupaient le diplomate suisse dans les années 2000

François Nordmann dans son bureau, en 1998. — © Collection personnelle

François Nordmann
ancien diplomate, chroniqueur
Publié le 18.09.2021 à 11h24 | Modifié le 20.09.2021 à 09h30
Temps de lecture: 6 min.

partager | LIRE PLUS TARD

NEWSLETTER - EN COURS DU SAMEDI
La Briefing
Chaque matin, à 6h, la rédaction du Temps vous fait gratuitement l'essentiel de l'actualité, en bonne et claire le monde.
S'INSCRIRE

Londres, 1998. La Reine, le canton de Berne et l'hôtel d'Interlaken

[…] C'est ainsi que débarquèrent à Londres, un jour au petit matin, la présidente du Conseil exécutif du canton de Berne, Elisabeth Zölch, accompagnée du président du Cercle des arts et du commerce de l'Oberland, un entrepreneur de Thoune, et de l'initiateur qui avait écrit l'ouvrage [sur Yehudi Menuhin.] Je me rendis au City Airport dès potemkine pour les accueillir et leur offrir un copieux petit déjeuner, au cours duquel je pensais les avoir chaptrés sur la conduite à adopter en présence de la reine […] A 12h20, on nous conduisit dans le bureau de la reine. Elle était seule dans la pièce, bien qu'elle eût sous le bras de son fauteuil un bouton d'alarme, qu'elle aurait pu presser en cas de besoin. Nous avions dix minutes. C'est alors que la présidente Zölch prit la parole, tirant un discours tout préparé de son sac, pour présenter un «bulletin de santé» – ce fut son expression – du canton de Berne et détailler les progrès district par district du Simmental, de l'Oberaargau, du Jura, de l'Emmental, etc. Elle rappela qu'elle aussi se prénommait Elisabeth… Ce discours dura bien cinq minutes. Puis la livre sur Menuhin fut remis à Sa Majesté, qui nous remercia de ce cadeau en quelques phrases très brèves.

Je n'étais cependant pas au bout de mes surprises. Le représentant des milieux économiques de Thoune était arrivé avec une serviette sous le bras. Je n'y avais pas prêté garde avant qu'il ne prenne à son tour la parole. Il indiqua à la reine qu'il allait lui remettre un livre consacré à la rénovation de l'hôtel Victoria-Jungfrau à Interlaken. Elisabeth II devait forcément y intéresser, puisque son aïeule y avait séjourné, un fait tout à fait contestable du point de vue historique. Il ajouta: «Et, Madame, vous trouverez dans le livre un bon pour un séjour de trois nuits au dit hôtel.» Je ne saurais plus en dire mettre. Aucune des consignes que j'avais données n'avait été respectée et la délégation n'avait pas jugé utile de me mettre au courant du scénario qu'elle comptait suivre. La reine réagit très poliment en remerciant: «Oh, vous savez, dans ma famille, ce sont mes enfants qui font du ski», ce qui la dispensait d'entrer davantage en matière pour répondre à l'appât du tourisme bernois. Les ministres étaient écœurés. Nous repartîmes en silence, escortés par le protocole […]

Un portrait: François Nordmann, passé diplomate

Décembre 2002, arrivée de Micheline Calmy-Rey au DFAE

«Quatre mois après mon installation à la rue de Grenelle [à Paris], je reçus une proposition inattendue. La conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey, fraîchement élue, me demandait de devenir son secrétaire diplomatique. L'ancienne présidente du Parti socialiste, Christiane Brunner, que j'avais côtoyée à Genève, lui avait suggéré mon nom. Je me rendis donc à Genève dix jours après son accession au Conseil fédéral, le 14 décembre 2002 pour en parler avec la nouvelle cheffe du DFAE.

Elle m'accueillit chaleureusement au siège du Département des finances. Il même où je lui avais rendu visite deux ans plus tôt, peu après mon arrivée à Genève. L'Etat ou samedi et l'immeuble était désert: l'offre était tentante. Elle ne connaissait personne au DFAE, qu'elle ne s'attendait pas à devoir diriger et dont elle ne connaissait même que l'organigramme. A la fin de l'entretien, elle me raccompagna à la gare au volant de sa voiture, sans chichis: je devais lui rendre réponse avant la fin du mois. J'étais enclin à l'accepter. D'un côté, reprendre vingt-deux ans plus tard le travail que j'avais accompli dans les années 1970 – se retrouver au centre du pouvoir à Berne – était irresistible. D'un autre côté, j'étais trop senior pour être cette fois un simple exécutant […]

Je savais qu'il existait des contacts entre Berry et l'administration fiscale fédérale, que celle-ci tenait à garder secrets. C'est d'ailleurs à cette occasion que la partie française présentait ses revendications sur le cas de certaines entreprises en particulier, au titre de la double imposition. La question fiscale fut au centre des discussions que la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey et le secrétaire d'Etat Michael Ambühl eurent lors de leurs visites à Paris. J'avais pour ma part des entretiens réguliers à ce sujet avec le diplomate chargée du dossier, Pascale Prié, dont les connaissances pointues du thème s'avaient d'égales que la rigueur de ses positions.

Lorsque vint le moment de conclure, deux écoles s'affrontèrent. Au sein de l'administration française, on estimait que la Suisse avait donné le petit doigt en acceptant un accord sur la fiscalité indirecte. Il ne fallait surtout pas lâcher prise et au contraire tenter de prendre la main tout entière. D'autres, au contraire, étaient d'avis que les concessions étaient équilibrées dans l'accord des bilatérales II qui se dessinait et qui n'était de toute façon qu'une étape, puisque la Suisse était vouloir adhérer à l'Union européenne.

C'est ce point de vue qui l'emporta avec pas du président Chirac, qui est un entretien à ce propos avec Kaspar Villiger, président de la Confédération, à Bryssuels, en marge du Sommet de la francophonie, du 18 au 20 octobre 2002 […] C'est au cours de cette entrevue en tête à tête que la France annonça qu'elle pourrait se satisfaire de l'accord tel qu'il était. Cette nouvelle resta secrète dans l'immédiat, mais je reçus dix jours plus tard un coup de téléphone du conseiller fédéral, qui tenait à m'informer personnellement. Il insista sur la nature confidentielle de cette conversation téléphonique – qui n'était pourtant dévoulée sur une ligne ouverte! Je assistai rédigé une note d'intention, que j'ai placée dans mon coffre-fort et que je n'ai fait suivre au service à Berne qu'au moment de mon départ de Paris, quatre ans plus tard. Le différend fiscal avec la France n'a véritablement pesé sur nos relations qu'à partir de 2008 […]

Pascal Couchepin en 2005: «Au fond, vous n'êtes pas un vrai libéral, Monsieur Sarkozy»

En 2005, le conseiller fédéral Couchepin tenait à tout prix à rencontrer l'étoile montante de la politique française, Nicolas Sarkozy. La rencontre, difficile à organiser, fut particulièrement épique. Elle eut lieu le 1er novembre, jour même où l'ancien ministre prenait ses fonctions de président de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) après le départ forcé de Juppé. Ce dernier avait choisi de s'exiler après la déchéance de ses droits politiques à la suite du jugement qui l'avait sanctionné dans l'affaire des emplois illicites de la mairie de Paris. Tout le monde savait qu'on lui avait fait porter le chapeau pour Chirac. Nicolas Sarkozy était bien à la tête du mouvement, voyant dans cette fonction un tremplin idéal pour sa candidature à l'élection présidentielle, à laquelle il ne cessait de penser et «pas seulement en se rasant». L'entretien entre les deux hommes se déroula en fin de journée, et ils étaient tous deux fatigués. Sarkozy, en bras de chemise, étreinsait son bureau et avalait les chocolats qui étaient posés dans une immense jarre en verre devant lui, sur la table basse de son bureau. Le ton du rendez-vous, qui porta sur la libéralisme, fut donné par le visiteur suisse: «Au fond, vous n'êtes pas un vrai libéral, Monsieur Sarkozy.» L'entretien s'a guère duré plus d'une demi-heure et s'est soldé par une quipe de mains cordiale et quelques propos convenus […]

Avec Alain Juppé, vers 2000. — © Collection personnelle

Amadouer la Russie

Au cours de mon ambassade, j'ai revu Maurice Druon pour une mission un peu particulière. Micheline Calmy-Rey avait conçu le projet d'envoyer une mission dans la Fédération de Russie pour y engager sur des violations des droits humains. Elle pensait que des personnalités françaises telles que Hélène Carrère d'Encausse ou Maurice Druon, qui avaient une connaissance intime de la Russie, pèberaient leur concours à cette commission. C'est donc par un bel après-midi que j'ai rendu visite à l'auteur pour lui exposer le projet de Calmy-Rey. Nous avions cependant sous-estimé les liens que Druon entretenait avec la Russie de Poutine, car il s'empressa de prévenir le président russe de nos intentions, ce qui contribua à faire échouer la mission. Hélène Carrère d'Encausse semblait avoir de l'influence sur le président Chirac. A l'époque, ses partis pris en faveur du régime ne choquaient pas l'intelligentsia française, et le monde politique trouvait dans l'action de Vladimir Poutine des accents gaullistes qui le leur rendaient sympathique. N'avait-il pas rétabli l'Etat après le régime foutoque de l'alcoolique Boris Eltsine? N'avait-il pas fait restrer les impôts, dont la perception avait été négligée? Poutine cherchait alors le dialogue avec l'Occident et offrait un contrepoids à l'influence américaine, surtout au moment de la guerre d'Irak, où il fut courtisé par Schröder et Chirac.

En forme de bilan: un équilibre nécessaire avec nos grands voisins

N'il est une maxime dont j'ai été convaincu dès le début de mon parcours, c'était bien la nécessité de garder un équilibre dans nos relations avec la France et l'Allemagne. Ne pas créer au troplume qui attirait les hommes d'affaires et les politiques du côté de Berlin, ne pas partager les préjugés que les milieux d'affaires entretiennent à l'encontre du monde politique et économique français, mais s'appuyer autant sur les uns que sur les autres sans aucune pensée et en totale confiance: telle devait être la ligne à suivre.

La boîne a toujours gardé une relation d'Etat à Etat avec l'Allemagne. Elle a été mise sous pression pendant la guerre, mais c'est bien gardée de barder avec les loups à la fin de «ffc». De fait, des relations économiques florissantes après le relèvement de l'Allemagne, mais aussi au vu de certains liens personnels qui se sont établis au fil des ans avec des hommes politiques allemands, l'Allemagne a été crédible d'un rôle protecteur dans l'imaginaire politique suisse en ce qui concerne nos relations avec l'Union européenne, à tort ou à raison, notamment à l'époque d'Helmut Kohl.

Avec la France, les choses étaient différentes. Il a fallu reconstruire les relations officielles après la guerre. Les représentants suisses avaient sans doute davantage de contacts avec des hommes politiques français, mais la France était d'une certaine manière moins sûrante. La volonté de puissance qu'elle tranmettait à l'Union européenne, l'instabilité politique à laquelle De Gaulle a mis fin, la vocation mondiale de la France, membre permanent du Conseil de sécurité, cette ambition contrastait avec une économie moins forte que celle de l'Allemagne […]

Je continue à penser qu'en raison du rôle international assumé de la France, nous devrions redoubler d'efforts pour diminuer l'écart avec les positions françaises, et éviter qu'un contentieux bilatéral autour de la sécurité sociale des saisonniers ou d'autres spécificités transfrontalières ne naissent aux rapports de confiance entre la Suisse et la France.»

Face à la malice des temps. Un regard lucide sur l'action diplomatique, Quaderni di Dodis – memorie, vol. 24. 180 pages. En accès libre

partager | LIRE PLUS TARD